

Jean-Marc Pottle, définisseur de situation en quatre saisons

Jean-Pierre Couture

Volume 21, numéro 2, printemps 2021

Prendre parti : figures, organes et enjeux de combat dans les périodiques au Québec

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1085228ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1085228ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (imprimé)

1927-9299 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Couture, J.-P. (2021). Jean-Marc Pottle, définisseur de situation en quatre saisons. *Mens*, 21(2), 85–123. <https://doi.org/10.7202/1085228ar>

Résumé de l'article

Le but de cet article est d'analyser l'ensemble du parcours de Jean-Marc Pottle dans les revues d'idées. Membre fondateur de la revue *Parti pris* en 1963, il participe aux premières années de cette revue qui catalyse un printemps de la vie intellectuelle du Québec. Puis, à l'heure des avant-gardes des années 1970, il cofonde la revue *Chroniques*. Alors que la canicule marxiste est rapidement supplantée par un automne politique aussi douloureux que polémique, Pottle révisé ses positions et collabore ponctuellement aux *Cahiers du socialisme*, à *Conjoncture politique au Québec*, à *Possibles* et à *Relations*. Dans les années 2000, il replonge dans le projet d'une revue d'idées en publiant régulièrement des textes dans le collectif *À bâbord!*, et ce, jusqu'en 2016. Définisseur de situation, Pottle a analysé des tendances jugées délétères, allant du felquisme au marxisme-léninisme, puis du désengagement syndical au nationalisme conservateur. En tant que penseur rompu aux écrits de Gramsci sur le rôle de la culture, Pottle a aussi été un promoteur de l'éducation, de la pensée autonome et de l'insubordination démocratique à partir d'une conception du rôle critique que doivent jouer les intellectuels.

Jean-Marc Piotte, définisseur de situation en quatre saisons¹

Jean-Pierre Couture
Université d'Ottawa

Résumé

Le but de cet article est d'analyser l'ensemble du parcours de Jean-Marc Piotte dans les revues d'idées. Membre fondateur de la revue *Parti pris* en 1963, il participe aux premières années de cette revue qui catalyse un printemps de la vie intellectuelle du Québec. Puis, à l'heure des avant-gardes des années 1970, il cofonde la revue *Chroniques*. Alors que la canicule marxiste est rapidement supplantée par un automne politique aussi douloureux que polémique, Piotte révisé ses positions et collabore ponctuellement aux *Cahiers du socialisme*, à *Conjoncture politique au Québec*, à *Possibles* et à *Relations*. Dans les années 2000, il replonge dans le projet d'une revue d'idées en publiant régulièrement des textes dans le collectif *À bâbord!*, et ce, jusqu'en 2016. Définisseur de situation, Piotte a analysé des tendances jugées délétères, allant du felquisme au marxisme-léninisme, puis du désengagement syndical au nationalisme conservateur. En tant que penseur rompu aux écrits de Gramsci sur le rôle de la culture, Piotte a aussi été un promoteur de l'éducation,

¹ Je remercie Marie Leahey, Gérald McKenzie, Rachel Nadon, Jacques Pelletier et Céline Saint-Pierre pour leurs amicales suggestions à propos d'une version avancée de cet article. Des commentaires issus des évaluations anonymes ont également inspiré plusieurs modifications, et je remercie cordialement ces personnes pour leur travail stimulant et professionnel. Je porte évidemment toute la responsabilité des choix qui ont conduit à la présente version.

de la pensée autonome et de l'insubordination démocratique à partir d'une conception du rôle critique que doivent jouer les intellectuels.

Abstract

The purpose of this article is to analyze Jean-Marc Piotte's entire contribution in political journals. A founding member of Parti pris in 1963, he participated in the early years of a publication which catalyzed a spring in the intellectual life of Québec. Then, in the avant-garde era of the 1970s, he co-founded the journal Chroniques. While the Marxist heatwave was supplanted by a political fall as painful as it was controversial, Piotte revised his positions and occasionally contributed to the Cahiers du socialisme, Conjoncture politique au Québec, Possibles, and Relations. In the 2000s, he plunged back into the project of a revue d'idées by publishing regularly within the À bâbord! collective, until 2016. A situation defining figure, Piotte analyzed trends considered deleterious, ranging from Felquism to Marxism-Leninism, then from union disengagement to conservative nationalism. As a thinker familiar with Gramsci's writings on the role of culture, Piotte was also a promoter of education, critical thinking and democracy from a conception of the critical role that intellectuals must play.

Nous nous sommes révoltés : contre Dieu, contre les curés, contre nos familles et même contre la vie... Puis, peu à peu, nous sommes sortis du cauchemar : nous avons compris que nous devons transformer la société.

Lettre ouverte de Jean-Marc Piotte à André Laurendeau

Le Devoir, 22 juillet 1963

Le but de cet article est d'analyser l'ensemble du parcours de Piotte dans les revues d'idées. Le point focal de notre propos consiste à examiner les situations de Piotte dans la dizaine de revues qui le publient

de 1963 à 2016. Le plan de cet examen suivra l'allégorie des saisons, et chacune d'elles décrira un état de l'énonciateur et un état de son discours. Loin de suivre la constance d'un mouvement circulaire, ces saisons marquent plutôt des ruptures et des discontinuités. Elles sont, d'une part, inégales quant à l'intensité de l'engagement de Piotte au sein des revues d'idées et elles révèlent, d'autre part, la lente révision de son adhésion au marxisme. Ainsi, au printemps politique de l'étudiant de philosophie, suivra l'été « sans espoir, avec conviction » du jeune professeur d'université. Puis, à l'automne empreint de doutes sur le marxisme et néanmoins coloré par le principe espérance, succédera l'hiver d'un désarroi passager où Piotte se consacre à ses ouvrages de synthèse jusqu'à ce qu'il adhère, à nouveau, au projet d'une revue d'idées de gauche au moment de sa retraite.

À travers les étapes de ce parcours, Jean-Marc Piotte apparaît comme un définisseur de situation. Tel que le définit Andrée Fortin, ce type d'intellectuel correspond à « celui qui analyse de manière critique pour ensuite formuler des solutions et des propositions d'actions² ». Évidemment, une conjoncture ne peut être définie par un seul individu, car c'est un travail pluriel et collectif. Cette tâche politique est elle-même située le long d'une ligne de front, selon qu'elle formule un diagnostic de gauche ou de droite. En cela, les analyses de Piotte ont provoqué des débats et des réactions. Ses analyses ont souvent été sollicitées et, depuis plus de cinquante ans, il s'est prêté à l'exercice répété d'une « tentative pour cerner la réalité du Québec³ ».

Définir une situation implique réalisme et objectivité. Cette posture ne ferme pas la voie aux possibles, car elle n'est pas à confondre avec la neutralité ou l'idéalisation du réel. Définir une situation exige, surtout, une capacité d'influence. S'il faut formuler une analyse – toujours à renouveler – de la conjoncture, ce travail n'a un

² Andrée Fortin, « Les intellectuels à travers leurs revues », *Recherches sociographiques*, vol. 31, n° 2 (1990), p. 170.

³ Jean-Marc Piotte, « Sens et limite du néo-nationalisme », *Parti pris*, vol. 4, n° 1 (1966), p. 24.

sens, pour le jeune Piotte, que s'il détermine des moyens d'action. C'est ce que reconnaît la revue *Spirale*, fondée en 1979 par d'anciens membres de la revue *Chroniques* cofondée par Piotte. À propos des révisions ou autocritiques de ce dernier, à l'orée de la quarantaine, on remarque chez lui un franc-parler « d'autant convaincant qu'il traduit l'angoisse⁴ » et qu'il demeure en phase avec une expérience partagée par d'autres militantes et militants. « Les écrits de J.-M. Piotte ont ceci de particulier : bien que l'expression d'un individu, penseur et acteur politique, ils reflètent un courant de pensée, un sillage auquel se greffent au gré des conjonctures d'autres têtes chercheuses, pensantes et actives dans les milieux culturels, universitaires et syndicaux⁵ ». En cela, malgré ou avec ses détracteurs, Piotte compte parmi ceux et celles qui ont cette capacité d'influence:

Il y a (et il y a eu) à certains moments au Québec de nombreux piotistes, c'est-à-dire des gens – hommes et femmes – qui, sans partager absolument toutes les préoccupations exprimées par J.-M. Piotte, réfléchissent, délibèrent, optent et décident en fonction de la réponse ou de l'opinion que signe J.-M. Piotte à l'occasion d'événements ou de tensions sociales difficiles⁶.

Cette influence de Piotte à titre de définisseur de situation sera examinée à travers quatre saisons de durée inégale qui convoqueront, dans l'ordre, les pages de *Parti pris* (ainsi que de son fascicule *Le Militant*), *Presqu'Amérique*, *Socialisme québécois*, *Chroniques*, *Les Cahiers du socialisme*, *Conjoncture politique au Québec* (qui devient *Conjonctures*), *Possibles*, *Relations* et, finalement, *À bâbord!* où Piotte a écrit jusqu'en 2016. Entre saine distance et bonne proximité, notre démarche est descriptive et compréhensive, ce qui ne l'empêche pas de signaler quelques tournants ou contradictions dans l'œuvre de Piotte, notamment en ce qui concerne le rapport entre la pensée et l'action.

⁴ Jean-Antonin Billard, « Marxisme. Entre la théorie et l'angoisse », *Spirale*, n° 1 (septembre 1979), p. 5.

⁵ Gordon Lefebvre, « Les chemins de l'espoir », *Spirale*, n° 12 (octobre 1980), p. 11. L'auteur souligne.

⁶ *Ibid.*

Le printemps politique de l'étudiant de philosophie

Né à Montréal en 1940, Piotte laisse ses premières traces dans les archives des périodiques québécois au début des années 1960, au moment où son nom paraît en lien avec l'affaire Guérin. Le 14 novembre 1961, *La Presse* relate en effet la fronde signée par cinquante-six nouveaux instituteurs, tout juste diplômés de l'École normale Jacques-Cartier, qui déplorent « n'avoir pas reçu la formation intellectuelle à laquelle [ils] aspir[aient] en [s']inscrivant⁷ ». Piotte est du nombre des plaignants qui affirment que « plusieurs professeurs ne possèdent la compétence requise pour enseigner » et s'étonnent que l'un de leurs meilleurs enseignants, Marc-Aimé Guérin, ait été suspendu pour des motifs obscurs. Ils réclament une enquête sur l'administration de leur alma mater. Leur demande prudente cache en fait un secret de Polichinelle : Guérin enseignait des sujets jugés subversifs, ne portait pas la cravate et mangeait de la viande le vendredi, en sus d'avoir l'ambition d'ouvrir une maison d'édition pour échapper à la surveillance du Département de l'instruction publique. À mots couverts, les étudiants demandaient donc plus d'enseignants de ce type et que cesse la répression à leur égard⁸.

Après avoir terminé sa formation d'instituteur, Piotte étudie la philosophie à l'Université de Montréal où il obtient une licence en 1963. Lui et les futurs partipristes y fourbissent leurs premières armes éditoriales, car ils y ont « dirigé la série de Cahiers publiés sous l'égide de l'association étudiante (l'AGEUM)⁹ ». Ces cahiers servent de tremplin à la révolution symbolique sur le point d'exploser¹⁰.

⁷ Collectif, « À l'École normale Jacques-Cartier. 56 jeunes instituteurs demandent à leur tour une enquête », *La Presse* (14 novembre 1961), p. 26.

⁸ Michel Allard. « L'affaire Guérin » : une contribution à la réforme de la formation des maîtres au Québec », *Historical Studies in Education = Revue d'histoire de l'éducation*, vol. 18, n° 2 (2006), p. 191-199.

⁹ Michel Lacroix, « *Parti pris* (1963-1968) », dans Yvan Lamonde, Marie-Andrée Bergeron, Michel Lacroix et Jonathan Livernois (dir.), *Dictionnaire des intellectuel.le.s au Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2017, coll. « Corpus », p. 249.

¹⁰ Piotte publie une analyse de « l'être collectif canadien-français » dans ces cahiers

Dans les mois précédents la parution du premier numéro de *Parti pris*, Piotte pique la curiosité d'André Laurendeau. Sa lettre ouverte écrite au « nous » générationnel attaque l'apparente satisfaction, béate et acritique, de la vieille génération aux commandes de la Révolution tranquille. L'auteur vise Laurendeau lui-même. Apparemment repu d'avoir chassé le duplessisme du pouvoir, l'éditorialiste du *Devoir* affiche une attitude sceptique devant les nouvelles demandes sociales et ne semble souscrire à aucun projet de transformation approfondie, ni l'indépendance ni (encore moins) le socialisme. Piotte le harponne : « Nous ne pouvons attendre de vous remplacer [...] Nous continuons d'étudier et nous espérons pouvoir bientôt donner une réponse à vos interrogations. D'ici là, vous pourriez vous rendre utile. Une étude objective et approfondie de la situation québécoise vous permettrait de vous situer¹¹ ». Signe de reconnaissance d'une voix capable de mettre en mots une situation, Laurendeau répond :

Notre correspondant pose bien le problème. Quand une génération aborde la vie, tout ce qui a été accompli avant elle, et qui fut parfois dur à réaliser, tout cela est acquis, et devient pour elle un point de départ. [...] Il est vrai que des jeunes puissent avoir l'intuition d'une pensée nouvelle, sans posséder encore les moyens de l'établir et de la défendre : et nous serions fort mal venus de leur reprocher¹².

Puis, rompant avec le prisme générationnel trop convenu, Laurendeau ose une prospective qui éclaire tous les futurs combats du jeune Piotte : « Et les pires déceptions, il l'apprendra, nous viennent de notre génération ».

(« De l'humiliation à la révolution », *Cahiers de l'AGEUM*, n° 9 (1963), p. 30-40). Ce numéro complet, incluant des textes de Paul Chamberland et de Thérèse Dumouchel, est disponible en ligne : <http://hdl.handle.net/1866/19430>.

¹¹ Jean-Marc Piotte, « Nous devons nous libérer », *Le Devoir* (22 juillet 1963), p. 4. Nous soulignons.

¹² André Laurendeau, « Le message d'une nouvelle génération », *Le Devoir* (22 juillet 1963), p. 4.

Qu'à cela ne tienne, cette jeune génération qui ne se satisfait pas du réformisme tiède de Cité libre cherche à concrétiser « l'intuition d'une pensée nouvelle ». Celle-ci est cristallisée par l'adjonction de trois nécessités interreliées : l'indépendance, le socialisme et la décléricalisation¹³. Tel est le sceau de la nouvelle revue *Parti pris* fondée en octobre 1963.

La production de Piotte au sein de ce collectif, dont il est cofondateur avec André Major, Pierre Maheu et Paul Chamberland, a déjà fait l'objet de nombreux commentaires et a été compilée dans des anthologies¹⁴. Si Piotte y définit une situation, c'est avant tout celle

¹³ Nous préférons user du terme « décléricalisation », même si *Parti pris* emploie généralement celui de « laïcité » pour désigner la tierce intention de la revue. L'éditorial du numéro d'avril 1965 (vol. 2, n° 8) parle d'ailleurs de « décléricalisation », et le terme revient dans un article de fond de Luc Racine, dans le dossier « Bilan du cléricalisme » (vol. 4, n° 3-4, décembre 1966). La décléricalisation n'est pas l'anticléricalisme. Ce dernier serait trop « global et aveugle », dit Racine, face à la frange progressiste de l'Église. Toutefois, le cléricalisme est clairement l'ennemi à abattre chez cet auteur, comme chez Pierre Maheu et Gaëtan Tremblay. C'est pourquoi la « décléricalisation » est un terme davantage assorti à la cible de ce combat : la mainmise de l'Église catholique romaine dans les domaines d'intérêt public au Québec. Le « problème » des minorités religieuses qui doivent s'aligner sur la « laïcité » de la majorité (dont les reliques religieuses sont « patrimoniales ») n'a rien à voir avec l'état du rapport de force qu'affrontent les partipristes en 1963, soit un clergé catholique agissant et matériellement encore tout-puissant. Comme la situation contemporaine connote ou dévoie souvent ce terme à des fins nationalistes conservatrices, nous utilisons un mot mieux assorti à l'esprit progressiste d'alors.

¹⁴ La liste chronologique qui suit inclut les principales analyses qui traitent, en tout ou en partie, de la contribution de Piotte et des autres partipristes : numéro « Parti pris », *La Barre du jour*, n° 31-32, 1972; André-J. Bélanger, *Ruptures et constantes*, Montréal, Hurtubise, 1977; Robert Major, *Parti pris. Idéologies et littérature*, Montréal, Éditions Nota bene, 2013 [1979]; Fernand Dumont et al. (dir.) *Idéologies au Canada français, 1940-1976*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1981; Jacques Pelletier (dir.), *L'avant-garde culturelle et littéraire des années 70 au Québec, Les Cahiers du département d'études littéraires de l'UQAM*, n° 5 (1986); Pierre Milot, *Le paradigme rouge : l'avant-garde politico-littéraire des années 70*, Montréal, Les Éditions Balzac, 1992; Jacques Pelletier, *Situation de l'intellectuel critique*, Montréal, Éditions XYZ, 1997; Jean-Philippe Warren, *Ils voulaient changer le monde*, Montréal, VLB éditeur, 2007; Sean Mills, *Contester l'empire : pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963-1970*,

du sens et des limites de la Révolution tranquille et du néonationalisme qu'elle a impulsé. Or, au terme de la première année de *Parti pris*, c'est en regard de la situation de la revue elle-même que Piotte formule un diagnostic. Les conséquences de son constat ont été peu explorées dans la littérature, ce pour quoi nous nous y attarderons.

Dans « Autocritique de *Parti pris* », commandée par Pierre Maheu, Piotte formule un bilan de milieu de printemps : « Nous avons surtout employé la méthode déductive¹⁵ », c'est-à-dire une vue pétrie d'abstractions et qui manque conséquemment d'études empiriques et inductives. À cet idéalisme qui se contente des principes purs s'ajoute le romantisme révolutionnaire qui s'enivre de la fin et omet de réfléchir aux moyens. L'autocritique porte à conséquence, et la revue rendra des comptes à coup de manifestes annuels : « L'époque du romantisme révolutionnaire est terminée : la lecture de Fanon et le vol de bâtons de dynamite ne suffisent pas à amorcer une révolution¹⁶ ». Piotte conclut par l'annonce de la création d'un club placé sous sa responsabilité et dont le but sera de donner à la revue son aile politique.

Fondé en septembre 1964, onze mois après le premier numéro, le Club Parti pris invite ses futurs membres « à se donner une formation

Montréal, Hurtubise HMH, 2011; Jacques Pelletier, *Parti pris : une anthologie*, Montréal, Lux Éditeur, 2013; Gilles Dupuis *et al.* (dir.), *Avec ou sans Parti pris : le legs d'une revue*, Montréal, Éditions Nota bene, 2018; Alexis Lafleur-Paiement, « La pensée politique de Jean-Marc Piotte : sur le parti et l'État (1963-1979) », *L'Internationaliste : Cahiers du Centre internationaliste Ryerson Fondation Aubin*, n° 14 (octobre 2021), p. 3-26. À noter que Piotte lui-même revient sur ses années à *Parti pris* dans l'introduction à *Un parti pris politique*, VLB éditeur, 1979; le troisième chapitre de *La communauté perdue*, VLB éditeur, 1987; l'article « Avoir 20 ans en 1960 », *Argument*, vol. 6, n° 2 (printemps-été 2004), [En ligne], [<http://www.revueargument.ca/article/2004-03-01/276-avoir-20-ans-en-1960.html>]; l'article « *Parti pris* : un printemps dans la vie intellectuelle du Québec », *Possibles*, vol. 30, n° 3-4 (été-automne 2006), p. 21-30; et dans un entretien avec Jean-Pierre Couture, « Le rôle de l'intellectuel, c'est d'être critique », *Spirale*, n° 246 (automne 2013), p. 56-60.

¹⁵ Jean-Marc Piotte, « Autocritique de *Parti pris* », *Parti pris*, vol. 2, n° 1 (septembre 1964), p. 37.

¹⁶ *Ibid.*, p. 43.

politique pour un jour s'engager dans l'action politique¹⁷ » et à « faire de ce local le lieu physique et social d'un des noyaux de rayonnement de la révolution¹⁸ ». Le « Manifeste 1964-1965 » formule également un programme qui demeurera en situation d'écart avec la réalité des bilans ultérieurs. Le Club, dit le manifeste, devra faire de l'éducation révolutionnaire, les éditions devront être politiques et la revue devra faire dans le concret¹⁹.

C'est par la fusion, en juin 1965, avec la revue *Révolution québécoise* de Pierre Vallières et de Charles Gagnon, le Groupe d'action populaire d'Yvon Husereau et la Ligue socialiste ouvrière de Michel Mill que les 126 membres du Club, devenu Mouvement de libération populaire (MLP), s'approchent de leurs ambitions politiques²⁰. Ils reprennent la programmation de leurs objectifs dans le « Manifeste 1965-1966 » : « Le MLP se donne pour tâche fondamentale de former des militants pour arriver à la mise sur pieds [sic] d'un [parti révolutionnaire]²¹ », c'est-à-dire former « des militants, des cadres, et une direction pour ce futur Parti²² ».

Pour distinguer le mouvement de la revue, les dirigeants optent pour un nom qui ne fait plus référence à *Parti pris*. Le MLP se dote conséquemment d'un bulletin de liaison distinct, *Le Militant*, qui

¹⁷ Quatrième de couverture, *Parti pris*, vol. 2, n° 1 (septembre 1964). D'abord laissée en blanc, puis réservée à l'annonce des nouveaux titres des Éditions Parti pris, la quatrième de couverture de la revue change au fil du temps. Celle du premier numéro de la deuxième année se politise et décrit les objectifs du Club en invitant les militants et les militantes à la première rencontre, le 17 septembre 1964.

¹⁸ « Manifeste 1964-1965 », *Parti pris*, vol. 2, n° 1 (septembre 1964), p. 17.

¹⁹ Dans les faits, le Club tâtonnera jusqu'à sa mutation en Mouvement de libération populaire (MLP) l'année suivante, les éditions resteront littéraires et la revue retrouvera et revendiquera son lit théorique dès septembre 1966.

²⁰ Nous nous référons souvent à la brillante étude de Jean-Philippe Warren à propos du MLP. Celle-ci s'appuie sur des archives obtenues auprès de la Gendarmerie royale du Canada, laquelle a infiltré ou fiché le mouvement. Voir Jean-Philippe Warren, « Revue, club, mouvement, parti, cercle : l'histoire du Mouvement de libération populaire », dans Dupuis *et al.* (dir.), *Avec ou sans Parti pris*, p. 289-328.

²¹ « Manifeste 1965-1966 », *Parti pris*, vol. 3, n° 1-2 (août-septembre 1965), p. 34

²² *Ibid.*, p. 38.

paraîtra seulement neuf fois entre septembre 1965 et février 1966, alors qu'il était initialement prévu d'en faire un hebdomadaire. Animé principalement par des partipristes (Pierre Vallières, Paul Chamberland, Jean-Marc Pionte, Andrée Ferretti, Germain Archambault, Yvon Husereau, Michel Mill, René Beaudin) ainsi que d'autres militants et militantes et quelques plumes anonymes, le premier numéro annonce que « [l]es articles y seront courts et inciteront à une action précise²³ », principalement orientée d'ailleurs vers l'agitation-propagande. « Fini le temps où il suffisait de dire merde au Cardinal pour être un "révolutionnaire"²⁴ », écrit Pierre Vallières, pour concrétiser les appels à l'action et les appels à l'aide qui sont caractéristiques du bulletin.

La brève existence du *Militant* laisse transparaître des dissensions quant à la lecture de la conjoncture et des actions à entreprendre. L'enthousiasme naïf – « nous devancerons toutes les forces politiques ou indépendantistes d'ici septembre prochain²⁵ » – est rejoint, quelques numéros plus tard, par un diagnostic de stagnation. Jean Racine, permanent du MLP, évoque « une certaine ambiguïté idéologique, l'hétérogénéité sociale et la faible formation des membres, l'absence de programme et de stratégie politiques²⁶ ». Dans les faits, le MLP se sabordera au profit passager du Parti socialiste du Québec (PSQ), et tout bras politique de la revue sera déjà de l'histoire ancienne en septembre 1966, soit moins de deux ans après la fondation initiale du Club.

Cette fin abrupte n'est pas surprenante. Plusieurs facteurs expliquent cet échec : nous en exposerons deux et les relierons aux actions et diagnostics posés par Pionte dans cette situation de crise. Premièrement, le projet du MLP a été confronté à la difficulté de la médiation entre marchés intellectuels universitaires et militants. Deuxièmement, la collision frontale entre tactiques, stratégies et luttes

²³ *Le Militant*, n° 1 (août 1965), p. 1.

²⁴ *Ibid.*, p. 4.

²⁵ *Le Militant*, n° 3 (15 septembre 1965), p. 8.

²⁶ Propos rapporté par Warren, « Revue, club, mouvement, parti, cercle : l'histoire du Mouvement de libération populaire », p. 311.

politiques – que Piotte a vu venir à partir de sa lecture de la situation – a mis au jour le difficile arrimage entre les projets politiques de la revue. En effet, ses trois pierres d'assise (socialisme, indépendance et décléricalisation) se fracturent définitivement à l'été 1968²⁷, moment où l'attrait du réformisme péquiste met en veilleuse les exigences révolutionnaires de *Parti pris* et disperse ses animateurs et quelques animatrices sur tout le spectre, du centre à l'extrême gauche.

Concernant la médiation entre marchés intellectuels, le mouvement *Parti pris*-MLP sous-estime la tâche d'éveil des consciences à laquelle il s'attelle. « Dans nos salles de cours comme dans la rue, tenant la plume ou la pancarte, cette idée [de la construction d'un parti révolutionnaire] doit nous guider partout²⁸ ». Coordonner la salle de cours et la rue, la théorie et l'action et se mettre en garde contre tout intellectualisme abstrait est un leitmotiv des discours du Club et du MLP. Au moment de fixer le MLP dans son appellation et son programme, le procès-verbal de la réunion du 22 août 1965, publié dans les pages du Militant à l'automne, fait néanmoins état de visées distinctes : « [L]a revue et le mouvement sont différents et risquent de diverger au niveau de la pensée », déclare lucidement Piotte dans le quatrième numéro du Militant. Il ajoute une intéressante phrase à double sens : « *Parti pris* ne veut rien dire pour le prolétariat ».

Qu'à cela ne tienne, le MLP est résolu à offrir des cours universitaires au public dans un « appel aux non-instruits²⁹ ». La programmation offerte par le Centre d'études socialistes soutenu par le MLP et le PSQ constitue une première offre où « les cours étaient donnés, notamment, par Alfred Dubuc (professeur au Département d'histoire de l'Université de Montréal) sur l'histoire économique du Québec et par Marcel Rioux (professeur au Département de sociologie de l'Université de Montréal)³⁰ ». En ce qui concerne la formation des

²⁷ Voir le dossier « Québec '68 : Débat-Forum » du dernier numéro de *Parti pris*, vol. 5, n° 8 (été 1968).

²⁸ « Manifeste 1965-1966 », p. 40.

²⁹ *Parti pris*, vol. 3, n° 1-2 (août-septembre 1965), p. 101.

³⁰ Warren, « Revue, club, mouvement, parti, cercle : l'histoire du Mouvement de

membres en règle du MLP, la programmation de l'automne 1965 et de l'hiver 1966, parue dans le troisième numéro du *Militant*, fait état d'une vingtaine de séances sous la responsabilité des principaux partipristes. Elle touche aussi bien à l'histoire des révolutions, au mode d'organisation politique qu'à la technique du « placardage et peinture » et de la distribution méthodique des tracts.

Signe d'une autre tentative de rencontre entre deux marchés intellectuels, le numéro 4 du *Militant* annonce une « conférence de Lucien Goldman [sic] », professeur à la Sorbonne, organisée par le PSQ, mais cette anecdote ne doit pas servir d'arbre cachant la forêt. Le lectorat du *Militant* n'est pas le même que celui de *Parti pris*, si bien que le dernier numéro du bulletin, en février 1966, lance un avertissement : « Nous ne devrions jamais laisser notre travail de leadership dégénérer en discussions purement intellectuelles entre nous et d'autres leaders³¹ ». Or après l'échec du test électoral de 1966 et les attermoissements de l'été qui suspendent la parution de *Parti pris* jusqu'à l'automne, on lira dans le numéro de l'équipe renouvelée³² que « *Parti pris* redevient cette année une revue de combat non directement engagée dans un mouvement politique concret³³ ». Qu'est-ce que ce « redevenir » si ce n'est le retour aux intentions analytiques initiales? Ce lit théorique retrouvé s'affranchira définitivement de la traduction immédiate de l'analyse sur le front politique, ce que trois démissionnaires de l'été 1968 déclareront d'ailleurs sans ambages : « Pour nous, une revue indépendantiste et socialiste doit avoir un caractère plus scientifique, se livrant à des analyses fouillées de la réalité québécoise³⁴ ». Gilles Bourque, Gilles Dostaler et Luc Racine annoncent ici ce qu'ils accompliront ailleurs et avec d'autres³⁵.

libération populaire », p. 300-301.

³¹ *Le Militant*, n° 9 (février 1966), p. 16-17.

³² Piotte et Chamberland partent à Paris afin d'entreprendre des études doctorales à la Sorbonne, tous deux sous la supervision de Lucien Goldman.

³³ Gabriel Gagnon, « Pour un socialisme décolonisateur », *Parti pris*, vol. 4, n° 1 (septembre-octobre 1966), p. 40.

³⁴ Gilles Bourque, Gilles Dostaler et Luc Racine, « Pour un mouvement socialiste et indépendantiste », *Parti pris*, vol. 5, n° 8 (été 1968), p. 30.

³⁵ L'intellectualisation et l'approfondissement savant de l'analyse marxiste, influencée

Quant au difficile arrimage entre les projets politiques de la revue, rappelons que le « Manifeste 1965-1966 » examinait les différents types de luttes qui s'offrent au parti révolutionnaire. L'exposé est pédagogique et considère tout autant la lutte armée, clandestine, ouverte et parlementaire. Après récapitulation des caractéristiques attendues du parti, le manifeste opte pour la lutte ouverte et légale « qui travaille en pleine lumière [et] dont les dirigeants et les membres sont connus³⁶ ». Cette phrase fait écho à la critique que Piotte formule, quelques pages plus loin, à l'égard du terrorisme préconisé par le Front de libération du Québec (FLQ), dont il examine la pensée et le programme définis dans les pages du bulletin *La Cognée* : « L'action armée ne peut créer par elle-même un climat révolutionnaire. [...] L'action armée entreprise en vue de la réalisation de ces objectifs est, selon moi, non valable et même nuisible, en autant qu'elle conduit inutilement à l'emprisonnement de militants qui, en liberté, pourraient être efficaces³⁷ ». La table est mise pour d'éclatants désaccords.

Pierre Vallières, premier permanent du MLP, préconise la lutte armée et recrute, au sein du MLP, des membres du FLQ. Le mouvement légal n'a pas l'attrait du terrorisme pour plusieurs membres du MLP, ce qui exacerbe les tensions à l'intérieur du groupe. Lors de la grève à LaGrenade Shoe, entreprise canadienne-française qui maintient la ligne dure contre ses piqueteurs, l'agitation-propagande du MLP en soutien aux grévistes en vient à frustrer Vallières. Louis Fournier rappelle que « [Vallières] s'inspire de Guevara dans un texte

par Louis Althusser et ultérieurement par Nicos Poulantzas, seront la marque d'un groupe de sociologues et de théoriciens et de théoriciennes, dont Nicole Laurin-Frenette et Céline Saint-Pierre, qui animeront les revues *Socialisme québécois*, *Chroniques* et, plus tard, les *Cahiers du socialisme*. Nous sommes redevables ici au travail de Michel Lacroix et de Rachel Nadon, « Entre engagement et disciplinarisation : la sociologie dans l'espace des revues québécoises, 1960-1969 », conférence prononcée au colloque *Supports, circulation et disciplinarisation des discours de savoir en Humanités*, Université de Liège, 2018.

³⁶ « Manifeste 1965-1966 », p. 38.

³⁷ Jean-Marc Piotte, « Où allons-nous? », *Parti pris*, vol. 3, n° 1-2 (août-septembre 1965), p. 81. L'auteur souligne.

qu'il publie dans La Cognée, le 1^{er} décembre 1965, sous son pseudonyme de Mathieu Hébert. Critiquant le Mouvement de libération populaire, il écrit : « Vouloir créer un parti d'avant-garde avant que la guerre de libération soit achevée, c'est mettre la charrue devant les bœufs »³⁸. En rupture avec la ligne directrice du « Manifeste 1965-1966 », Vallières quitte le MLP, le 24 décembre 1965. Une quinzaine d'autres membres du MLP (dont Charles Gagnon et des anciens de Révolution québécoise) entrent dans l'action clandestine au FLQ à l'hiver 1966³⁹. Une bombe livrée par un jeune homme de dix-sept ans explosera quelques mois plus tard à La Grenade Shoe, tuant une secrétaire et blessant un des frères propriétaires⁴⁰. En 1968, Vallières sera accusé de ce meurtre, puis condamné, mais il portera sa cause en appel. Il publiera au cours de cette même année son best-seller *Nègres blancs d'Amérique* aux Éditions Parti pris.

À l'hiver 1966, les tenants majoritaires de la lutte ouverte et du jeu électoral préparent, pour leur part, la fusion du MLP avec un Parti socialiste du Québec renouvelé. Puisqu'ils constatent que le MLP ne s'agrandit pas au-delà de la limite de ses quelque 200 membres, la majeure partie de ceux-ci et « presque tous les membres du comité de rédaction de *Parti pris*⁴¹ » se joignent au PSQ dans l'espoir de faire une percée électorale en juin 1966.

En mars 1966, le MLP est sabordé. Dans son dernier numéro, *Le Militant* présente un programme de négociation étoffé. Le 6 mars une entente entre le MLP et le PSQ est entérinée et Michel Mill,

³⁸ Louis Fournier, *Histoire du FLQ*, Montréal, Québec Amérique, 1982, [En ligne], [http://classiques.uqac.ca/contemporains/fournier_louis/FLQ_1982/FLQ.html] (15 avril 2018).

³⁹ Warren, « Revue, club, mouvement, parti, cercle : l'histoire du Mouvement de libération populaire », p. 304-305.

⁴⁰ Malcolm Reid, *Notre parti est pris*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2009, p. 304.

⁴¹ À savoir « Paul Chamberland, Jean Depocas, Gabriel Gagnon, Michel Guénard, Pierre Maheu, Gaston Miron, Patrick Straram, Jacques Trudel » (Warren, « Revue, club, mouvement, parti, cercle : l'histoire du Mouvement de libération populaire », p. 311-312).

Mario Dumais, Jean-Marc Pottie, André Gravel, Jacques Trudel et Roland Souchereau sont élus au conseil exécutif du PSQ. Jean Racine est « secrétaire permanent du PSQ, comme auparavant du MLP⁴² ». L'aventure s'apprête donc à vivre le test de la réalité.

Le résultat qu'obtient le PSQ à l'échelle provinciale dans une poignée de circonscriptions aux élections de juin 1966 est famélique : 1090 voix. L'Union nationale revient au pouvoir, et la démobilisation qui gangrenait le MLP reprend son ouvrage. Le mariage forcé entre les jeunes révolutionnaires fougueux de *Parti pris* et la vieille garde syndicale et réformiste du PSQ ne passe pas la première saison. La désorientation est certaine puisque *Parti pris* ne paraît pas avant l'automne, le temps de laisser aux démissionnaires – dont Pottie qui quitte le Québec pour étudier le marxisme en France – les mois nécessaires à la recomposition de l'équipe éditoriale, animée dorénavant par un noyau de chercheurs en sciences sociales. Ce recadrage sur l'analyse rigoureuse « non directement engagée dans un mouvement politique concret », selon la drôle de formule de Gabriel Gagnon déjà citée, ne retarde que d'un an et demi la dernière heure des comptes politiques.

À l'été 1968, René Lévesque, ministre phare des réformes progressistes du gouvernement libéral de Jean Lesage, vient mêler les cartes de la conjoncture. La fondation du Mouvement souveraineté-association (MSA) applique en effet une forte pression externe sur la revue *Parti pris*. En fait, toutes les tendances indépendantistes doivent faire un choix entre la possibilité de s'unir sous une même bannière ou de se disperser en groupuscules. À preuve, le sabotage du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) permet la création de deux mouvements d'extrême gauche issus de ses rangs : le Front de libération populaire (FLP), sorte de continuation du MLP, et le Comité indépendance-socialisme (CIS)⁴³. Quant à *Parti pris*, la revue se scinde et meurt à la suite de l'adhésion de certains de ses membres au MSA, alors que Bourque, Dostaler et Luc Racine

⁴² Reid, *Notre parti est pris*, p. 319.

⁴³ Francis Simard, *Pour en finir avec Octobre*, Montréal, Lux Éditeur, 2010, p. 234.

(impliqués dans le CIS) s’y refusent catégoriquement puisqu’ils maintiennent la nécessité d’un parti révolutionnaire⁴⁴.

Depuis l’Europe, dans une lettre privée, Piotte recommande l’adhésion au mouvement de Lévesque. « J’étais absent de la revue depuis trois ans. J’étais à Paris et c’est Ferretti qui m’a demandé dans une lettre ce que je pensais du MSA. Dans mon premier paragraphe, je dis d’emblée que mon éloignement me permet difficilement de me prononcer. On a retiré ce premier paragraphe et on a publié mon analyse à mon insu pour influencer des militants⁴⁵ ». Il reste néanmoins que cette lettre souhaite mettre à profit l’expérience négative du MLP : si l’on voulait rejoindre les masses, il ne fallait pas répéter l’erreur de n’avoir pas investi le RIN à temps⁴⁶.

Ces choix et ces déchirures qu’entraîne l’option de Lévesque sont exprimés dans ce qui sera le dernier numéro de *Parti pris*. À l’été 1968, dans le dossier « Québec ’68 : Débat-Forum », le projet de la revue – socialisme, indépendance et décléricalisation – se fracture. Loin de la magique subsomption dialectique, Malcolm Reid, journaliste anglo-canadien, francophile socialiste et compagnon de route du MLP, rédige le rapport d’autopsie : « Faire l’indépendance d’abord. Syndicaliser les travailleurs d’abord. Faire sortir les curés des écoles d’abord. Une cause l’emportait toujours sur les autres⁴⁷ ».

L’été « sans espoir, avec conviction »

Piotte termine son printemps de vingtenaire à Paris où il entreprend un doctorat en sociologie sous la supervision de Lucien Goldmann. Spécialiste du rapport entre idéologie et littérature dans une perspective inspirée de György Lukács, Goldmann participe d’un mouvement

⁴⁴ Warren, « Revue, club, mouvement, parti, cercle : l’histoire du Mouvement de libération populaire », p. 318-319.

⁴⁵ Piotte, « “Le rôle de l’intellectuel, c’est d’être critique” », p. 58.

⁴⁶ Voir Jean-Marc Piotte dans le « débat-forum » du dernier numéro de *Parti pris*, vol. 5, n° 8 (été 1968), p. 37-39.

⁴⁷ Reid, *Notre parti est pris*, p. 331.

d'adaptation du marxisme à l'étude du champ culturel. Piotte entre dans un nouvel univers symbolique qui instille une nouvelle trajectoire. Sa thèse porte sur Antonio Gramsci, qu'il lit dans le texte, et il publie une introduction substantielle aux travaux de ce marxiste italien préoccupé par le rôle de la culture et de l'éducation dans l'avènement révolutionnaire⁴⁸. Son retour d'Europe le décore du double titre de nouveau docteur et de professeur au département de science politique, à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), où il fera toute sa carrière professorale de 1970 à 2003.

Situation de l'université

La rédaction de la revue *Presqu'Amérique*, basée à Québec et comptant dans ses rangs René Beaudin, ex-membre du MLP, confie la tâche d'analyser « la situation de l'étudiant québécois » à « un professeur de Sciences politiques, tel que Jean-Marc Piotte ». Comme son bon ami Patrick Straram tient dans la revue une chronique de cinéma, Piotte accepte l'invitation.

Dans un style analytique et clinique, le plan des cinq articles échelonnés sur autant de numéros de *Presqu'Amérique* annonce l'étude des contradictions du système d'éducation et du mouvement étudiant. Au lendemain des grèves et des contestations étudiantes de la fin des années 1960, Piotte propose, en conclusion, des avenues pour l'action politique de ce dernier.

L'analyse structurelle du système d'éducation québécois, objet d'une modernisation rapide durant les années 1960, s'appuie en outre sur les travaux de Pierre Bourdieu. Elle stipule d'emblée que le rôle de l'école, d'hier à aujourd'hui, est la reproduction des classes sociales, « les chances objectives qu'un fils d'ouvrier parvienne au

⁴⁸ Jean-Marc Piotte, *La pensée politique de Gramsci*, Paris, Éditions Anthropos, 1970 [édition originale]; réédition à Montréal chez Éditions Parti pris (1970), VLB éditeur (1987) et Lux Éditeur (2010 et 2021). L'ouvrage a été traduit en japonais, en espagnol, en portugais et en arabe.

sommet du système scolaire sont très faibles⁴⁹ ». Poursuivant cet examen objectif des structures, la lutte étudiante est préalablement située à l'intérieur de l'économie politique : la crise étudiante est le résultat d'une contradiction entre le développement des études postsecondaires et le manque de débouchés professionnels correspondants pour ces étudiants diplômés en surnombre. « Le réseau scolaire produit donc des diplômés que le marché du travail ne peut absorber que partiellement et, souvent, dans des emplois où leurs diplômes ne sont d'aucune utilité⁵⁰ ». L'idéologie contre-culturelle du drop out, celle des jeunes qui, devant ce blocage, désirent rester en marge, est critiquée au passage : « L'idéologie du "drop out" est conservatrice dans la mesure où elle fonctionne avec le système, en permettant à celui-ci de se maintenir dans son état de crise non résolue⁵¹ ».

Dans la livraison suivante, Piotte ne manifeste aucun lyrisme par rapport au bilan des luttes étudiantes de la fin des années 1960 et du début des années 1970. Pour lui, « les luttes étudiantes reposent bien souvent sur le désir de promotion dans l'échelle sociale⁵² ». Étant donné qu'ils sont à l'écart du mouvement ouvrier, le seul mouvement à même de heurter le capital par la grève en usine, Piotte considère les étudiants comme étant « à la périphérie de la solution ». Cela ne minimise pas, nuance-t-il, le fait que leurs actions puissent servir de « détonateur aux mouvements sociaux » (comme la grève des 10 millions d'ouvriers en mai 1968 en France), mais cela montre surtout que, sans un arrimage au mouvement ouvrier, « leurs mouvements, laissés à eux-mêmes, tournent toujours à vide⁵³ ».

Le réalisme avec lequel Piotte analyse la situation étudiante s'étend aux perspectives qu'il ouvre sur ses champs d'action possibles

⁴⁹ Jean-Marc Piotte, « La lutte étudiante », *Presqu'Amérique*, vol. 1, n° 9 (1972), p. 8.

⁵⁰ Jean-Marc Piotte, « La lutte étudiante – deuxième partie », *Presqu'Amérique*, vol. 1, n° 10 (1972), p. 15.

⁵¹ *Ibid.*

⁵² Jean-Marc Piotte, « La lutte étudiante – troisième partie », *Presqu'Amérique*, vol. 1, n° 11 (1972), p. 17.

⁵³ *Ibid.*

à l'intérieur de l'université et du cégep. Le travail « en son propre milieu », dit-il, doit se méfier de la participation aux instances de l'administration universitaire si cette participation leur fait croire « qu'il y a communauté d'intérêt entre administrateurs et étudiants⁵⁴ ». Au contraire, la tâche intramuros des étudiants implique de rompre avec le paternalisme de l'administration et passe concrètement par la gestion de leurs budgets et l'offre de services autogérés aux étudiants. L'exercice de ce pouvoir interne passe aussi par la création d'alliances avec les employés de soutien (première passerelle vers les alliances extérieures avec le mouvement ouvrier) et avec les professeurs dont Piotte a l'honnêteté de critiquer les réflexes corporatistes. Il invite les étudiants à combattre ce trait « tout en n'oubliant pas qui est l'ennemi principal : l'administration⁵⁵ ».

Cette dernière analyse ne provient pas que du jeune professeur de science politique. Elle participe sans doute de l'expérience concrète du nouveau syndicaliste. En effet, Piotte occupe à ce moment, outre le poste de professeur, celui de président du syndicat des professeurs de l'UQAM (SPUQ). Cette charge qu'il occupe en 1971-1972 est ponctuée d'une longue négociation et d'une grève visant l'obtention d'une première convention collective. Que l'administration soit considérée comme l'« ennemi principal » clarifie la situation à l'université ainsi que les actions possibles entre ses parties constitutives et essentielles : population étudiante, personnel de soutien et corps professoral.

L'anesthésie péquiste

Dans le sillage de ses analyses de la conjoncture publiées dans les pages de *Parti pris* et en révision de son appui timoré au MSA, qui devient le Parti québécois (PQ) en 1968, Piotte se livre aussi à une critique acerbe des militants de gauche qui sont tentés par le « péquisme ».

⁵⁴ Piotte, « L'avenir de la lutte étudiante », *Presqu'Amérique*, vol. 2, n° 2 (1973), p. 15.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 16.

Dans « Une question de stratégie » publié en ouverture du dernier numéro de *Socialisme québécois*⁵⁶, il demande :

Le PQ est-il la solution? Les socialistes répondent négativement à cette question. Mais plusieurs le voient comme une étape. Mais une étape vers quoi véritablement? Un État québécois dirigé par la bourgeoisie québécoise, serait-il plus anti-impérialiste que ne l'est l'État fédéral sous la coupe de la bourgeoisie anglo-canadienne? Rien, absolument rien ne permet de l'affirmer. Certains disent qu'une fois l'indépendance réalisée, la question nationale résolue, la classe ouvrière québécoise verrait plus facilement l'enjeu de la lutte, id. capitalisme ou socialisme. Ça fait quatorze ans, depuis [19]60, que ces socialistes attendent la réalisation de cette étape. Combien de décennies sont-ils prêts à attendre encore?⁵⁷

Selon Piotte, la sous-estimation du pouvoir des États-Unis, de son impérialisme et de sa mainmise sur l'économie mondiale, y compris canadienne et québécoise, fait en sorte que la question du socialisme est très mal posée lorsqu'elle se cantonne dans une opposition secondaire avec l'État fédéral. Le lyrisme révolutionnaire est encore une fois évaporé au milieu de cet été de froideur analytique. Piotte s'en prend au titre même de la revue qui le publie : « Il faut bien se le mettre dans la tête : tant au niveau stratégique qu'au niveau du type de socialisme, il n'y aura pas de socialisme québécois⁵⁸ ».

Le poids de l'impérialisme américain influe sur la lecture de la situation que fait Piotte, et pour cause. Le cas cubain, empêché de se développer économiquement et, surtout, le sanglant coup d'État de 1973 au Chili suffisent à l'évoquer. Le cas chilien qui, au moment où Piotte écrit, vient tout juste de passer à la dictature antisocialiste de

⁵⁶ Principalement animée par Michel van Schendel, *Socialisme québécois* compte aussi sur Gilles Bourque à titre de rédacteur en chef. Ce dernier a fait partie de la deuxième équipe de *Parti pris* et est devenu professeur de sociologie à l'UQAM. Sa collègue, Céline Saint-Pierre, également de l'équipe de *Socialisme québécois*, rejoindra Piotte en 1975 pour fonder *Chroniques*.

⁵⁷ Jean-Marc Piotte, « Une question de stratégie », *Socialisme québécois*, n° 24 (1974), p. 6.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 7. L'auteur souligne.

Pinochet, soutenue par les États-Unis, montre que ce n'est pas tant Ottawa que Washington qui surdétermine l'économie mondiale, y compris l'économie québécoise. Or Piotte déplore vertement que le péquisme enrubanne cette réalité crue de vœux nationalistes pieux qui ont pour effet immédiat de paralyser la gauche ou de la tenir en otage au nom du nationalisme : « [I]l faut sortir de cette problématique erronée qui ne peut que continuer à diviser les socialistes du Québec; il faut se démarquer clairement du P.Q., il faut se situer sur un autre terrain : la lutte des classes, la lutte contre l'impérialisme américain⁵⁹ ».

Nouveau projet

Cette charge est formulée quelques mois avant que ne germe l'idée de la fondation d'une nouvelle revue par Piotte, Patrick Straram et Madeleine Gagnon, soit la revue *Chroniques*, fondée en 1975.

En compagnie d'une première équipe qui comptera aussi dans ses rangs Philippe Haeck, Laurent-Michel Vacher, Léandre Bergeron, Thérèse Dumouchel et Céline Saint-Pierre, Piotte devient pour une deuxième et dernière fois cofondateur d'une revue d'idées. À la suite de *Parti pris* (disparue sept ans plus tôt), *Chroniques* « s'interdit tout excès d'angélisme envers la Révolution tranquille en passe d'être laminée par un ordre bourgeois autoritaire⁶⁰ ». Plus spécifiquement, *Chroniques* veut lutter idéologiquement, lit-on dans le bilan du premier anniversaire signé par Vacher, contre « les deux tendances pseudo-novatrices à l'œuvre dans la petite-bourgeoisie scolarisée (le nationalisme réformiste et la contre-culture confusionniste ou éclectique)⁶¹ », c'est-à-dire le PQ et la revue *Mainmise*.

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ Jean-Pierre Couture, « Piotte, Jean-Marc (né en 1940) », dans Lamonde *et al.* (dir.), *Dictionnaire des intellectuels au Québec*, p. 261.

⁶¹ Laurent-Michel Vacher, « Un an après : bilan et perspective », *Chroniques*, n° 13 (janvier 1976), p. 7.

Dans sa chronique intitulée « Sans espoir, avec conviction », Piotte adhère à cette ligne éditoriale. Or il s’y exprime peu sur la contre-culture et concentre ses charges critiques non pas seulement sur le PQ (ce qu’il a fait avant et continuera de faire sans relâche), mais sur le dogmatisme et les abstractions qu’il décèle chez les groupuscules maoïstes et marxistes-léninistes, dont plusieurs sont investis par ses propres étudiants et étudiantes⁶². Le titre de la chronique reste énigmatique. Si Piotte confie à Céline Saint-Pierre: « Je ferai mienne cette ligne de pensée de Benedetto Croce et d’Antonio Gramsci, Sans espoir, avec conviction⁶³ », là n’en est pas l’origine revendiquée au départ. Lors de la troisième livraison de sa chronique, Piotte raconte : « “Sans espoir, avec conviction” est un vers d’un poète probablement mexicain, que Straram avait lu lorsqu’il habitait en Colombie-Britannique, vers qu’il a ensuite repris dans certains de ses écrits, avant qu’il ne devienne en quelque sorte le leitmotif de Gilles Groulx⁶⁴ ». Le mystère s’épaissit, et l’usage de la formule est multipartite⁶⁵. Qu’à cela ne tienne, Piotte ajoute : « Je reprends cette expression à mon compte parce qu’elle dit précisément ce que je sens et sais ».

⁶² « À ma stupéfaction, mes étudiants les plus brillants et les plus contestataires adhèrent les uns après les autres à l’une ou l’autre des deux organisations marxistes-léninistes qui émergent au début des années 1970. J’étais désemparé » (Piotte, « Avoir 20 ans en 1960 », [En ligne], [http://www.revueargument.ca/article/2004-03-01/276-avoir-20-ans-en-1960.html]).

⁶³ Céline Saint-Pierre, « Sans espoir, avec conviction », *À bâbord!*, n° 87 (mars 2021), p. 33-34.

⁶⁴ Jean-Marc Piotte, « Vivre à savoir sa mort + Marx et Freud », *Chroniques*, n° 3 (1975), p. 31.

⁶⁵ En fait, le poète en question, Ángel González (1925-2008), n’est pas mexicain, mais espagnol et il publie en effet un recueil du même titre en 1961. Or, ironiquement, c’est René Lévesque qui détient peut-être la clé de l’énigme. La référence à Gramsci tient la route, du moins dans son esprit, car c’est une maxime que le fondateur du PQ confesse avoir repris du marxiste italien dans « Pessimisme de l’intelligence, optimisme de la volonté » (René Lévesque, *Attendez que je me rappelle*, Montréal, Québec Amérique, 1988, p. 301).

Qu'est-ce que le sentir et le savoir chez Piotte à ce moment-là? Sur le plan du senti, la chronique « Sans espoir, avec conviction » embrasse le devoir de la critique critique. La Révolution tranquille se termine dans la répression menée par le premier gouvernement Bourassa? Piotte parle de fascisation du régime⁶⁶. Les maoïstes québécois voient dans la Chine la nouvelle Terre promise? Piotte renonce à voir la Chine comme le salut, même si l'expérience chinoise est intéressante pour évaluer les erreurs de l'URSS⁶⁷. Sur le plan du savoir, Piotte procède à « l'analyse concrète de la situation concrète », comme on disait alors. Il décortique de manière pointue les luttes syndicales, les enjeux du deuxième Front commun syndical et le cul-de-sac du leadership syndical qui s'apparente au *Labor Boss*⁶⁸. Il fait l'analyse détaillée des intérêts qui se cache derrière la commission Cliche à la lumière d'une théorie de l'État bourgeois⁶⁹.

En regard de la conjoncture socialiste internationale, Piotte plaide pour l'adhésion à un communisme aligné ni sur l'URSS ni sur la Chine, mais plutôt sur la spécificité des pays développés comme le Canada et le Québec, où l'on tient compte de l'autonomie des sphères scientifiques et artistiques. Cette précision débouche également, sur le plan individuel, sur la reconnaissance de l'apport de la psychologie pour l'étude des désirs sexuels et immatériels qui caractérisent la nouvelle subjectivité dans les pays les plus riches du globe. À ce titre, Sylvano Santini remarque que Straram comme Piotte étaient à la recherche d'un marxisme ouvert au champ de la culture (le premier fut un grand critique culturel, le second participa aux films de Gilles Groulx et de Jacques Leduc). Cette quête était également sensible

⁶⁶ Jean-Marc Piotte, « La fascisation du régime », *Chroniques*, n° 10 (1975), p. 3-14.

⁶⁷ Jean-Marc Piotte, « U.R.S.S. et Chine : deux voies économiques », *Chroniques*, n° 5 (1975), p. 17-20; « La pensée de Mao Tsé-toung n'est pas stalinienne », n° 6-7 (1975), p. 113-116; « Moscou et Pékin », n° 8-9 (1975), p. 116-120; « À propos d'une lettre », n° 17 (1976), p. 68-73.

⁶⁸ Jean-Marc Piotte, « Les enjeux du Front commun », *Chroniques*, n° 15 (1976), p. 60-69; « Un labor boss », *Chroniques*, n° 14 (1976), p. 80-85.

⁶⁹ Jean-Marc Piotte, « Pourquoi la Commission Cliche? », *Chroniques*, n° 11 (1975), p. 31-35; « Pour qui la Commission Cliche? », *Chroniques*, n° 12 (1975), p. 19-25.

à la dimension individuelle du changement social. « Le marxisme culturel, ouvert et critique que Piotte et ses amis espéraient [dont Straram qui l'influença en ce sens], reposait sur l'idée qu'il n'y avait pas de contradiction entre les volontés d'émancipation d'un individu et la révolution politique : au contraire, il n'y aurait pas de révolution sociale sans révolution individuelle⁷⁰ ».

Dans la dernière livraison de *Chroniques*, Piotte fait encore la leçon aux organisations marxistes-léninistes, telles que la Ligue communiste marxiste-léniniste du Canada et En lutte!, sans épargner la revue *Mobilisation* qui rejoint la Ligue en 1976. Dans les premières pages du numéro où il présente son analyse de la situation, il reproche à ces variantes « m.-l. » de ne pas analyser concrètement la situation québécoise et canadienne, de manquer de rigueur dans la définition de leurs concepts et de « se cacher [...] sous la “théorie” léniniste⁷¹ ».

On lui rendra la monnaie de sa pièce. En fait, depuis le début de *Chroniques*, les revues concurrentes (dont *Stratégie*⁷²) et le courrier des lecteurs attaquent le communisme mou de Piotte et consorts. Jacques Pelletier rapporte que l'une des critiques les plus sévères de la part de *Stratégie* concerne le rapprochement entre marxisme et psychanalyse qui est opéré dans *Chroniques*⁷³. Ce grief s'inscrit dans un faisceau de « déviations idéologiques susceptibles de faire courir à la ligne officiellement progressiste de la revue de graves dangers⁷⁴ ».

⁷⁰ Sylvano Santini, « La “bâtardise” de Patrick Straram : la gauche culturelle au Québec dans les années 1970 et ses suites », *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 14, n° 1 (2011), p. 70.

⁷¹ Jean-Marc Piotte, « Le monstre bicéphale », *Chroniques*, n° 29-30-31-32, (automne 1977-hiver 1978), p. 26. Le monstre à deux têtes que désigne le titre renvoie à « l'ennemi principal de toute réelle libération du peuple québécois » (p. 25) : la bourgeoisie canadienne et l'impérialisme *yankee*.

⁷² Fondée en 1972, « par un groupe de jeunes écrivains – François Charron, Roger Des Roches notamment – et d'étudiants en littérature de l'UQAM », la revue *Stratégie* est dissoute en 1977 (Jacques Pelletier, « *Stratégie* : de l'analyse des pratiques signifiantes à la lutte idéologique », dans Pelletier (dir.), *L'avant-garde culturelle et littéraire des années 70 au Québec*, p. 42).

⁷³ *Ibid.*, p. 54.

⁷⁴ Anonyme, « *Chroniques* : contribution à une analyse concrète de leur situation

Ces attaques dont la revue se défend proviennent souvent, rappelons-le, des propres étudiants des membres de *Chroniques*. Madeleine Gagnon, alors professeure au département d'études littéraires de l'UQAM, formule une longue réplique à *Stratégie* dans le treizième numéro⁷⁵. Néanmoins, ces attaques de la part des « m.-l. » finiront par miner la revue. Dans le texte-bilan qu'il propose dans le dernier numéro de *Chroniques* (un opus quadruple de plus de 300 pages), Vacher confirme qu'après le départ des fondatrices et des fondateurs, *Chroniques* n'a pas su s'adapter à la montée des groupes « m.-l. », à leur ouvriérisme et à leurs penchants anti-intellectuels ou anti-universitaires⁷⁶. En définitive, il n'y avait plus de place pour une revue de professeurs qui ne s'affiliaient à aucune cellule politique et qui adhéraient librement à un marxisme qui prenait au sérieux le domaine culturel⁷⁷.

L'automne ou le marxisme révisé d'un marxiste isolé

Avant le tournant des années 1980 et la dissolution de *Chroniques*, Piotte tente déjà de redéfinir son adhésion au marxisme. Dans « Oser penser, oser dire » paru dans *Les Temps modernes*, il s'appuie sur le renouveau des travaux critiques de la pensée de Lénine (qu'il enseigne

concrète », *Stratégie*, n° 11 (1975), p. 59.

⁷⁵ Le texte est signé M. G. / Le collectif : « *Stratégie* : un exemple de dogmatisme », *Chroniques*, n° 13 (janvier 1976), p. 20-43.

⁷⁶ Laurent-Michel Vacher, « Ouverture », *Chroniques*, n° 29-30-31-32 (automne 1977-hiver 1978), p. 5-7.

⁷⁷ C'est pour cette raison que Vacher annonce qu'il est temps « de former une autre équipe et de fonder une autre revue, sur une base plus large, dans une optique plus ouverte, avec un goût plus affirmé pour la liberté de tout dire et de se tromper » (*ibid.*, p. 7). Il s'agit là du projet de *Spirale* (fondée en 1979) auquel s'adjoignent quelques anciens de *Chroniques* tels Philippe Haeck, Gordon Lefèbvre et André Roy. À noter également que, à partir de 1976, la revue *Possibles*, cofondée par Marcel Rioux, recompose un pôle de gauche indépendantiste qui se veut aussi « non dogmatique ». Cette revue compte au départ sur la participation d'anciens partipristes tels Gabriel Gagnon (cofondateur), Gérald Godin et Luc Racine.

à l'UQAM après son retour d'Europe⁷⁸) pour ouvrir tout un chantier d'interrogations difficiles sur « la nature de la société de classes qui s'est développée en URSS⁷⁹ ». L'introduction du productivisme taylorisé, qui rationalise et chronomètre chaque geste productif pour en accroître le rendement, vise à développer les forces productives, ce qui « est, pour Lénine, la condition *sine qua non* pour atteindre le communisme⁸⁰ ». Or les points aveugles que multiplie cet objectif global concernent tant la scission hiérarchique entre le travail et son pendant administratif ou bureaucratique que la réduction du prolétariat au travail manuel, « par nature abêtissant⁸¹ ». Cette contradiction générée par les politiques de Lénine est un legs qui force à interroger de fond en comble l'expérience soviétique quant à « l'introduction de la bureaucratisation au sein même du procès de travail⁸² ». L'analyse est accomplie dans *Marxisme et pays socialistes* paru chez VLB éditeur en 1979. Elle est douloureuse, car elle fait le procès de l'héritage de Lénine à la lumière de la société de classes qu'est devenue l'URSS. S'ouvre alors, pour Piotte, un automne idéologique qui sera néanmoins teinté d'espoir.

Dans la première moitié des années 1980, la mode est au « totalitarisme ». Fascisme et communisme sont les frères jumeaux de l'antilibéralisme, et ce trait « totalitaire » suffit à les réunir et à les discréditer. Impulsée par le coup de force des « nouveaux philosophes », Bernard-Henri Lévy et André Glucksmann, la délégitimation totale de la tradition révolutionnaire, de Robespierre à Lénine, relie cette dernière aux crimes de masse et aux génocides. Pis encore, tout un courant historiographique révisionniste impute l'idée même de « camp » au communisme face auquel la droite révolutionnaire a dû

⁷⁸ Jean-Marc Piotte, *Sur Lénine*, Montréal, Éditions Parti pris, 1972.

⁷⁹ Piotte, « Oser penser, oser dire », *Les Temps modernes*, n° 367 (février 1977), p. 1351.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 1347.

⁸¹ *Ibid.*, p. 1348.

⁸² *Ibid.*, p. 1349.

réagir⁸³. Contre les excès et les extrêmes, les années 1980 cherchent à refaire leur lit au creux des valeurs sûres du droit libéral, teintées de quelques inquiétudes néo-tocquevilliennes sur les excès de l'égalité⁸⁴.

Dans une entrevue accordée à Pierre Milot pour le compte des *Cahiers du socialisme* en 1982, Piotte est interrogé à propos de cette démission d'anciens penseurs de gauche en France. Ce retour du libéralisme au ton sermonneur le pique : « De poser le problème uniquement à partir de la liberté d'expression, pour moi, c'est du nombrilisme occidental blanc de gens bien nourris⁸⁵. » Il ajoute que, si d'anciens marxistes, comme Claude Lefort et Cornelius Castoriadis, « ont fait tout ce cheminement-là pour revenir à [Raymond] Aron, je trouve cela un peu lamentable⁸⁶ ». Alors que le courant fort, dans cette nouvelle décennie, vise la liquidation du marxisme, Piotte se fait paradoxalement beaucoup plus lyrique que dans la décennie précédente. Contre la situation d'un marxisme en déroute, il ne rejette pas les idéaux de justice sociale qui sont toujours les siens. Il concède que la crise du marxisme touche particulièrement Althusser et Poulantzas, mais que « dans une dizaine d'années on va considérer ce qu'ils ont fait comme valable, au niveau du marxisme, mais en voyant leur limite. Et leurs limites, avant tout, c'est une conception

⁸³ La manœuvre consiste donc à excuser ou à adoucir le fascisme en face des crimes commis par les régimes communistes et à absoudre, surtout, le libéralisme de ses propres exactions raciales, coloniales et impérialistes. « Le triomphe du révisionnisme historique produit désormais une idéologie compacte et peu soucieuse de distinctions, qui met au banc des accusés les seuls jacobinisme et bolchevisme » (Domenico Losurdo, *Le révisionnisme en histoire*, Paris, Albin Michel, 2006, p. 25).

⁸⁴ Il s'agit d'un procès intenté à la « pensée mai 1968 » pour ouvrir la voie au conservatisme qui a pâti du fait qu'une partie de l'intelligentsia occidentale – sartrienne, althussérienne ou foucauldienne – a connu un court printemps gauchiste. On se réfère à Alexis de Tocqueville pour légitimer la critique des excès des demandes d'égalité et pour maquiller philosophiquement cette restauration. Voir Serge Audier, *La pensée anti-68 : essai sur les origines d'une restauration intellectuelle*, Paris, La Découverte, 2008.

⁸⁵ Pierre Milot, « Entrevue avec Jean-Marc Piotte : les pays du "socialisme réel" et la "crise du marxisme" », *Les Cahiers du socialisme*, n° 9 (hiver 1982), p. 134.

⁸⁶ *Ibid.*

structuraliste qui avait évacué tout ce qui était liberté, conscience, ce qui avait été très fort entre autre [sic] chez Gramsci, chez Henri Lefebvre, chez Goldmann⁸⁷ ».

L'effondrement du marxisme théoriciste ou structuraliste auquel Piotte n'a jamais adhéré donne lieu chez lui à des textes beaucoup plus vibrants que dans la décennie 1970. Le mot « espoir », biffé de ses articles à *Chroniques*, colore l'automne des années 1980, même si Piotte collabore peu aux revues d'idées jusqu'au moment de sa retraite en 2003. Dans le premier d'une série de deux textes pour *Conjoncture politique au Québec*, il conclut son analyse du « destin capitaliste » – formule certainement résignée ou, à tout le moins, stoïcienne – par un vœu davantage éthique que politique : « Nous devons apprendre à vivre, à lutter et à espérer au sein de ce système actuellement indépassé⁸⁸. » Dans le texte suivant, intitulé « Espérer », Piotte parie sur la jeunesse, se dit réformiste et s'exprime dans un registre personnel : « Je ne me meus pas dans les certitudes. Je parie, et c'est au sein de ce fondamental choix de la vie contre la mort, de l'espoir contre la désespérance, du rêve transformateur contre l'imaginaire réifié, que j'inscris mes luttes, mes projets et mes chants⁸⁹ ».

Ce marxisme révisé d'un marxiste isolé n'émane pas d'une conscience tranquille et sûre d'elle-même, car il demeure « un instrument de savoir et une source d'espoir⁹⁰ » – ce mot est partout. C'est par ce retour sur soi, au détour d'un commentaire d'un film de Pier Paolo Pasolini, que Piotte en son automne adopte une vue plus claire sur les origines de son marxisme initialement introduit, confesse-t-il, par l'horizon moral chrétien d'Henri Lefebvre au début des années 1960.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 140-141.

⁸⁸ Jean-Marc Piotte, « Le destin capitaliste », *Conjoncture politique au Québec*, n° 3 (printemps 1983), p. 138.

⁸⁹ Jean-Marc Piotte, « Espérer », *Conjoncture politique au Québec*, n° 4 (automne 1983), p. 163.

⁹⁰ Jean-Marc Piotte, « La passion selon le corbeau », *Conjoncture politique au Québec*, n° 5, (printemps 1984), p. 133.

Le tournant éthique ou la redécouverte du principe espérance chez Piotte ne renverse pas ses analyses de jeunesse. La rupture intervient plutôt dans le type d'engagements qui caractérisaient sa vie publique depuis 1963. En effet, à partir de la fin de son mandat à titre de directeur du département de science politique de l'UQAM en 1978, Piotte ne sera plus partie prenante d'une revue qu'il a cofondée et ne sollicitera pas d'autres mandats syndicaux au SPUQ ou dans l'administration universitaire. Il se consacre exclusivement à sa carrière universitaire, et ses écrits militants, dans des revues d'idées, seront ponctuels⁹¹. Néanmoins, ses interventions publiques en matière de syndicalisme, dans un horizon démocratique, horizontal et mobilisateur, restent affûtées et sollicitées. À ce titre, Jacques Pelletier rappelle ce que la pensée syndicale de Piotte doit à Pierre Vadeboncoeur, intellectuel dont le parcours est intimement lié à la Confédération des syndicats nationaux (CSN) durant les années 1960 et 1970 :

Très critique du syndicalisme d'affaires à l'américaine dès les années 1950, [Vadeboncoeur] suggère dans des textes de réflexion internes de la centrale que celle-ci ouvre ce que l'on appellera le front des conditions de vie. Dans cette optique, la lutte pour de meilleurs salaires et des conditions de travail adéquates et sécuritaires, vocation classique du mouvement syndical, comporterait un second volet consacré à des propositions et des revendications concernant les conditions d'existence : logement, services sociaux, fonds de pension, aménagement urbain, loisirs, etc.⁹²

Piotte et Vadeboncoeur entretiennent une correspondance suivie à cette époque⁹³, et cette brève amitié imprime chez le premier des

⁹¹ À partir de ce moment, le travail intellectuel supplante chez lui le travail d'organisation syndicale ou revuistique. Il le reconnaît : « [...] depuis les années 1980, je me suis davantage consacré à mon enseignement et à mon écriture, m'éloignant du militantisme. Personnellement, je préfère me débattre avec des idées qu'avec des personnes! » (Piotte, « "Le rôle de l'intellectuel, c'est d'être critique" », p. 59).

⁹² Jacques Pelletier, « Piotte et le syndicalisme de combat », *À bâbord!*, n° 87 (mars 2021), p. 31-32.

⁹³ Jean-Marc Piotte et Pierre Vadeboncoeur, *Une amitié improbable : correspondance 1963-1972*, Montréal, Lux Éditeur, 2012.

intuitions fondamentales quant au rôle des syndicats pour la démocratisation globale de la société et au rôle des intellectuels dans ce mouvement. Or, soutenue par les travaux de Gramsci, la réflexion de Piotte débouche sur un horizon révolutionnaire et se sépare à terme du réformisme de Vadeboncoeur. Il collige ses analyses dans *Le syndicalisme de combat* (Albert Saint-Martin, 1977), et celles-ci sont reprises par des membres plus radicaux à l'intérieur des organisations syndicales. Une nouvelle fois, il est invité à présenter l'analyse de la situation au seuil d'une décennie qui se révélera très dure pour le monde syndical québécois. Dans « La lutte des travailleurs de l'État », article serré de trente-quatre pages faisant l'histoire des luttes syndicales et de leur répression, des années 1960 au seuil des années 1980 sous le premier mandat péquiste, Piotte mise toujours sur le potentiel radicalement transformateur du syndicalisme. Son développement dans le secteur public, y compris chez les travailleuses et les travailleurs intellectuels de la CSN, dit-il, recèle un potentiel de développement révolutionnaire. Pelletier rappelle que c'est toujours à la lumière de Gramsci que l'enjeu est analysé : « [Le marxiste italien] estime que la classe ouvrière doit recruter et former ses propres intellectuel.le.s pour lutter contre l'idéologie dominante et assurer son hégémonie idéologique, sociale et culturelle dans la société nouvelle à édifier⁹⁴ ». Piotte y voit en effet une promesse et une limite :

Des éléments de la nouvelle petite bourgeoisie récemment syndiquée (enseignants, journalistes, et professionnels) développent un discours politique qui cherchait à rendre compte de cet employeur particulier qui est l'État, discours qui donna une certaine cohérence idéologique à l'ensemble des syndiqués du secteur public. [Or ce discours] ne pénétra jamais [...] chez les syndiqués du secteur privé [et] fut vivement combattu par une fraction importante des permanents et élus syndicaux du secteur privé qui purent capitaliser l'ancestrale méfiance des ouvriers envers les intellectuels⁹⁵.

⁹⁴ Pelletier, « Piotte et le syndicalisme de combat », p. 31.

⁹⁵ Piotte, « La lutte des travailleurs de l'État », *Les Cahiers du socialisme*, n° 3

Bien que l'auteur invite à faire de ce problème un nouveau champ d'étude, ce fossé ne sera pas franchi. Pelletier remarque aussi que « [d]ans l'ensemble le syndicalisme du secteur privé demeure régi par une approche "affairiste" classique⁹⁶ ». Cette tendance qui aligne le syndicalisme sur les impératifs capitalistes dicte la conduite générale des affaires syndicales, et non l'inverse. À ce vent de face s'ajoute la recomposition de la vie intellectuelle qui, aussi créative que fragmentée au tournant des années 1980, remet en question la figure de « l'intellectuel engagé » à même de « définir la situation ». La perte d'influence d'un Piotte ou d'un Vadeboncoeur en matière d'orientations syndicales est aussi à la mesure des conséquences de la crise économique qui ouvre la décennie, du durcissement des lois sur les « services essentiels » et sur les « grèves illégales » et de la naissance d'une « culture d'investissement » et de « partenariat » à l'intérieur même des grandes centrales. Autant de réalités qui n'échappent pas à Piotte qui, sans être sollicité comme autrefois pour le faire, prodiguera sans relâche ses analyses critiques sur un mouvement trop assagi⁹⁷.

D'hiver et de brefs désarrois

« Nous venons d'assister à l'écroulement du communisme, du socialisme⁹⁸ », écrit Piotte dans un texte intitulé « Le désarroi ». Quelques années auparavant, pour le compte de *Possibles*, il écrivait pourtant que les réformes démocratiques amorcées à l'Est, au tournant des années 1990, pouvaient permettre de renouveler le socialisme et que « les types de gestion sociale, économique et politique qui y seront expérimentés influenceront le développement des

(printemps 1979), p. 20.

⁹⁶ Pelletier, « Piotte et le syndicalisme de combat », p. 32.

⁹⁷ Jean-Marc Piotte, *Du combat au partenariat : interventions critiques sur le syndicalisme québécois*, Montréal, Éditions Nota bene, 1998. Ce volume compile des textes d'analyses syndicales parus de 1972 à 1998.

⁹⁸ Jean-Marc Piotte, « Le désarroi », *Relations*, n° 594 (octobre 1993), p. 234.

autres sociétés industrielles, dont la nôtre⁹⁹ ». Même si cette thèse d'une « nouvelle chance » pour le développement démocratique du socialisme était très prisée à gauche, tant chez Jürgen Habermas que chez Günther Grass dans le contexte de la réunification allemande, cela ne se produirait pas.

En lieu et place d'un socialisme à visage humain, c'est un néolibéralisme ragaillard par cette capitulation totale et sans condition qui va s'abattre sur « les sociétés industrielles, dont la nôtre ». Piotte en prend acte et passe à l'attaque. Les partis sociaux-démocrates des années 1990 sont des partis bourgeois, et le libéralisme triomphant est un « victorieux malade¹⁰⁰ », car il ne résoudra en rien le défi de la pollution à l'échelle de la planète et de la décroissance démographique des pays dits du centre qui consomment, ou plutôt gaspillent les surplus mondiaux.

Dans les années 1990, Piotte déserte les revues d'idées et entame un nouveau chapitre personnel et professionnel. Au tournant de la cinquantaine, il fonde une famille avec son épouse Marie Leahy, et le couple entame des procédures d'adoption en République populaire de Chine. Fort d'une vaste expérience pédagogique en la matière, le professeur de pensée politique travaille à deux ouvrages de synthèse qui connaîtront un grand succès auprès d'un vaste public : *Les grands penseurs du monde occidental* (Fides, 1997), qu'il dédie à sa fille Julia, et *Les neuf clés de la modernité* (Québec Amérique, 2001). Si Marx occupe encore une place dans cette constellation, celle-ci n'est plus à l'avant-scène, tout comme l'analyse du capitalisme qui cède le pas à une analyse de la modernité occidentale.

Quant à la réalité québécoise, Piotte attaque toujours, dans quelques textes sporadiques, le nationalisme hors-sol du Parti québécois et la complicité des syndicats dans l'accroissement du travail précaire. Dans un texte-réplique refusé par *Le Devoir*, il vitupère

⁹⁹ Jean-Marc Piotte, « L'avenir de la jeunesse précarisée », *Possibles*, vol. 14, n° 2 (1990), p. 114.

¹⁰⁰ Piotte, « Le désarroi », p. 236.

contre « [Lucien] Bouchard, le monarque » et contre les péquistes saoulés de messianisme qui ne supportent pas la critique. Au risque de déplaire aux nationalistes progressistes d'hier qui sont devenus nationalistes tout court, Pïotte rappelle que le nationalisme n'est pas nécessairement de gauche, au contraire : « [T]out projet national, tout nationalisme – qu'il soit québécois, canadien, autochtone ou autre – n'a aucune valeur en soi : il doit être jugé à l'aune des valeurs sociales qu'il véhicule, à l'aune des valeurs inhérentes aux pratiques sociales qu'il inspire¹⁰¹ ». Si le Parti québécois se trouve à n'être plus que la continuité du vieux nationalisme conservateur, c'est bien en raison du « souverainisme faisant foi de tout ». Cette imposture facilite le jeu du chef péquiste qui anesthésie d'une main la résistance syndicale, déjà favorable au souverainisme sans condition, et amadou, de l'autre, la bourgeoisie québécoise au nom de la priorité à l'emploi. Or « ces gestes de bienveillance » ne mènent nulle part, dit Pïotte. « La bourgeoisie, fût-elle québécoise et francophone, préfère manger aux deux râteliers (Québec et Ottawa) et opte pour l'ordre fédéraliste contre les désordres inévitables d'un changement constitutionnel ». Fidèle à son habitude, il formule une analyse quant à la « tâche prioritaire » :

Il me semble que la tâche du jour ce n'est pas l'indépendance du Québec, mais c'est de trouver les moyens, sur une base régionale et internationale, de régler et de contrôler la mondialisation qui, laissée à elle-même, conduira à des désastres sociaux et écologiques dont on est encore incapable d'imaginer l'ampleur et l'horreur. Cela exige l'union de toutes les forces progressistes, non seulement du Québec, mais du Canada, des USA et du monde¹⁰².

Avec vingt ans de recul, force est d'admettre que ce diagnostic s'est largement confirmé, car l'état du monde aura en effet produit son

¹⁰¹ Jean-Marc Pïotte, « Le monarque, les USA et la mondialisation », *Conjonctures*, n° 30 (hiver 2000), p. 187-193, [En ligne], [http://classiques.uqac.ca/contemporains/piotte_jean_marc/monarque_USA/monarque_USA.html] (29 septembre 2021).

¹⁰² *Ibid.*

lot d'horreurs : fiscalité mondiale déficiente ou inexistante, crise climatique, populisme au pouvoir, retour de l'extrême droite y compris en France et en Allemagne, suppression de la diversité des écosystèmes due à la production intensive et massive des « protéines animales » devenant accélérateur et vecteur de transmission virale, voire pandémique. Il reste aussi que la question nationale québécoise n'est pas davantage résolue aujourd'hui qu'au moment où Piotte formule sa critique du péquisme, devenu nationalisme conservateur.

À propos de la mollesse syndicale quant à la généralisation du précaire, Piotte souligne que cette réalité concerne très majoritairement les jeunes et les immigrants qui sont laissés pour compte. Il plaide pour leur inclusion puisque, espère-t-il, « [le] renouveau syndical passe par leur intégration¹⁰³ ». Une base renouvelée représente toujours à ses yeux une planche de salut, car « [le] mouvement n'est pas l'institution, [il] n'est pas l'appareil d'élus et de permanents assagis et fonctionnarisés. Le mouvement, c'est les militants de la base¹⁰⁴ ». Cet aveuglement syndical doublé des effets de la mondialisation financière sur le syndicalisme et les économies nationales sont des phénomènes qui vont intéresser tout particulièrement Piotte, devenu retraité militant.

La retraite de Piotte : une collection hiver-printemps

Peu de temps après sa retraite du département de science politique de l'UQAM, Piotte rejoint la revue du collectif *À bâbord!*, qui lui offre de tenir une chronique sur le monde du travail¹⁰⁵. S'il est une

¹⁰³ Piotte, « L'avenir de la jeunesse précarisée », p. 117.

¹⁰⁴ Jean-Marc Piotte, « Un militant ouvrier », *Possibles*, n° 3-4 (printemps-été 1986), p. 164-165.

¹⁰⁵ Fondée en 2003, la revue *À bâbord!* (www.ababord.org) occupe dès sa fondation, avec *Relations* et *Possibles*, un pôle de gauche parmi les revues d'idées. Pour une cartographie des revues d'idées dans la décennie 2000, voir Laurence Bernier-Renaud, Jean-Pierre Couture et Jean-Charles St-Louis, « Le réseau des revues d'idées au Québec : esquisse d'une recherche en cours », *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 14, n° 2 (2011), p. 59-83.

tendance qui se dessine dans cette chronique intitulée « Gagner sa vie sans la perdre », c'est certainement celle d'une critique forte de l'état du syndicalisme à l'heure des traités de libre échange et des fonds d'investissement des syndicats.

Les premières livraisons de Piotte, en plein règne du premier gouvernement libéral de Jean Charest, dénonce « la dérive syndicale » tant de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) que de la CSN dont la priorité est l'emploi pour l'emploi et non « la défense des conditions de travail et de salaire de leurs membres¹⁰⁶ ». Piotte souhaite d'ailleurs ouvrir les colonnes de sa chronique aux récits d'expériences de terrain qui témoignent des luttes menées contre ces dérives à l'intérieur des syndicats. Il invite pour ce faire les militants et les militantes de l'intérieur à lui écrire. Cette chronique sur le monde du travail réitère à maintes reprises que « la combativité d'un syndicat est directement proportionnelle à sa vie démocratique¹⁰⁷ ». Piotte y parle autant de victoires (dans le secteur hôtelier, à Montréal, par exemple) que d'amères défaites (le lock-out de Péladeau fils au *Journal de Montréal*, pour n'en nommer qu'une).

Le retour de Piotte comme critique virulent du monde syndical est remarqué. À preuve, Piotte est à nouveau invité à ouvrir un dossier de réflexion sur « Le syndicalisme dans la tourmente » dans la revue *Relations* en 2008. Il profite de cette tribune pour émettre un double constat. La mobilité des capitaux, à grands renforts de traités internationaux qui démantèlent l'État fiscal et social, affaiblit très certainement les syndicats. Or ceux-ci se leurrent en adoptant la ligne stratégique du « partenariat » (collaborer avec le patronat pour augmenter la productivité) afin de soutenir l'emploi, car ils perdent invariablement au change : « Au nom de la préservation de l'emploi,

¹⁰⁶ Jean-Marc Piotte, « Une priorité syndicale discutable », *À bâbord!*, n° 21 (octobre-novembre 2007), [En ligne], [<https://www.ababord.org/Une-priorite-syndicale-discutable>] (29 septembre 2021).

¹⁰⁷ Jean-Marc Piotte, « Une grève du 1^{er} mai travaillée », *À bâbord!*, n° 22 (décembre 2007-janvier 2008), [En ligne], [<https://www.ababord.org/Une-grève-du-1er-mai-travaillée>] (29 septembre 2021).

la défense du salaire et des conditions de travail est subordonnée au *just in time*, à la qualité totale, bref, à la croissance du profit¹⁰⁸ ».

Parallèlement à sa chronique sur le monde du travail, Piotte dépose dans la plupart des numéros d'*À bâbord!* des traces de ses lectures du moment. Il lit aussi bien David Suzuki et Joseph Stiglitz sur des enjeux liés à la mondialisation que des intellectuels québécois, tels Yvan Lamonde et Christian Nadeau, qui tentent de cerner la réalité québécoise au gré de ses nouvelles conjonctures. L'écologie, l'urbanisme et surtout la laïcité sont les thèmes des ouvrages qui retiennent davantage son attention. Sur le blogue en ligne de la revue, il vilipende d'ailleurs la militante antivoile, Djemila Benhabib, qui ne dit mot sur la discrimination antimusulmane, alors que cette dernière crée « une situation sur laquelle pourra prospérer l'intégrisme musulman¹⁰⁹ ». Dans la même veine, tout en demeurant partisan de la laïcité, il critique l'hypocrisie basement électoraliste des différentes moutures de chartes et de lois québécoises sur la laïcité dont le jupon antimusulman dépasse : « [S]ur le plan électoral, plus une circonscription est dépourvue de citoyens de religion musulmane, plus elle est islamophobe. [...] La haine des musulmans, comme celle des juifs précédemment, repose sur l'ignorance et la peur de l'étranger¹¹⁰ ». Quant aux « conservateurs de gauche » qui sont à la recherche de la verticalité perdue des institutions et qui s'abreuvent aux écrits de Jean-Claude Michéa, Piotte se demande en quoi leur position anti-68 se différencie « de celle de la droite chrétienne qui, au nom de ces mêmes institutions sacralisées, condamne la pilule, le condom, l'avortement, le féminisme, l'union libre, l'homosexualité, etc.¹¹¹ ».

¹⁰⁸ Jean-Marc Piotte, « Syndicats : le choc de la mondialisation », *Relations*, n° 724 (avril-mai 2008), p. 12.

¹⁰⁹ Jean-Marc Piotte, « La hantise du hijab chez Djemila Benhabib », *À bâbord : Le Blogue de la Rédac* (31 mars 2013), [En ligne], [<https://www.ababord.org/La-hantise-du-hijab-chez-Djemila>] (30 septembre 2021).

¹¹⁰ Jean-Marc Piotte, « La charte ne poursuit pas la Révolution tranquille », *À bâbord : Le Blogue de la Rédac* (12 février 2014), [En ligne], [<https://www.ababord.org/La-charte-ne-poursuit-pas-la>] (23 décembre 2020).

¹¹¹ Jean-Marc Piotte, « Les 16 thèses de Gilles Labelle », *À bâbord : Le Blogue de la*

Piotte publie son dernier texte dans *À bâbord!* en 2016, au moment où la revue renouvelle sa maquette et son comité d'édition. Bien qu'il ait été un temps coordonnateur de la revue et qu'il ait présidé ses réunions indisciplinées, il se retire graduellement des affaires courantes du collectif et cède sa chronique à Léa Fontaine, qui y poursuit l'analyse du monde du travail sous l'angle de la justice syndicale. Dans le petit entrefilet qu'il offre à la revue fraîchement revampée, Piotte parle en quelques lignes du film *Demain* de Mélanie Laurent et de Cyril Dion. Il y emploie encore les mots de Gramsci tout en les attribuant de mémoire à une « expression ». Elle définit pour nous le cœur du projet éthique et politique de Piotte :

Demain n'a pas de réponses à tout ce qui va mal. Mais, à tous ceux et celles qui refusent la résignation, il suggère des actions mobilisatrices. Comme le veut l'expression, le film oppose au *pessimisme de la raison, l'optimisme de la volonté*. En laissant de côté les discours catastrophistes et moralisateurs, il mise sur la puissance évocatrice de celles et ceux qui, déjà, transforment le monde. Car le plaisir est dans la lutte contre l'inacceptable. La joie est dans la participation à un nous militant¹¹² [...].

Conclusion

En l'espace de cinquante ans, la présence de Jean-Marc Piotte au sein des revues d'idées est partagée entre deux âges. Celui de la cofondation de revues de gauche ayant marqué leurs décennies respectives (*Parti pris* et *Chroniques*) et celui de la participation épisodique dans une poignée de publications progressistes ultérieures (*Cahiers du socialisme*, *Possibles* et *Relations*). Ce n'est qu'au moment de sa retraite qu'il s'investit à nouveau dans le projet d'une

Rédac (10 mars 2013), [En ligne], [<https://www.ababord.org/Les-16-theses-de-Gilles-Labelle>] (14 avril 2021).

¹¹²Jean-Marc Piotte, « Le Nous militant », *À bâbord!*, n° 66 (octobre-novembre 2016). Nous soulignons. [En ligne], [<https://www.ababord.org/Le-Nous-militant>] (3 août 2021).

revue d'idées comme celle du collectif *À bâbord!* Nous remarquons que la première de ces deux périodes soumet les revues d'idées aux impératifs de l'organisation politique (le MLP et *Parti pris*) et de la concurrence quant à la définition de la ligne juste (*Chroniques* et ses revues rivales). La deuxième période, post-1980, atténuée pour sa part la subordination des idées au politique. Elle conçoit non seulement que la pensée jouit d'une autonomie relative, mais qu'elle constitue en soi un domaine d'action et de transformations sociales. En tant que penseur rompu aux écrits de Gramsci sur le rôle de la culture, Piotte rejoint ce constat en dernière instance et se présente comme un promoteur assumé de l'éducation, de la pensée autonome et de l'insubordination démocratique à partir d'une conception du rôle critique que doivent jouer les intellectuels.le.s.

À la lumière de sa carrière d'enseignant, de penseur et de militant, c'est à la jeunesse que Piotte a offert un legs pérenne et c'est dans la jeunesse qu'il place ses espoirs. Par l'entremise d'une publication Facebook rendue publique le 10 juillet 2016¹¹³, l'auteur que la revue *Spirale* reconnaissait à son franc-parler s'exprime à nouveau sans ambages sur le *old old age* et la mort. À propos des étudiants et des étudiantes qu'il a côtoyés durant sa carrière, Piotte évoque ce qu'il a voulu nourrir dans son œuvre de transmission :

Si je regarde dans le rétroviseur, ce sont mon enseignement et mes essais qui ont donné sens à ma vie. Dans mon enseignement, je ne poursuivais pas l'objectif de transmettre aux étudiants ma conception du monde [...] je cherchais à les provoquer pour qu'ils se questionnent sur eux-mêmes, le monde et le rapport qu'ils entretiennent avec lui. [...] Car, contrairement aux esprits chagrins, je ne crois pas que l'inconscience rende heureux. [...] Car je crois que dans la vie de l'individu, comme dans celle de la société, l'espoir, qui demeure d'abord un pari, est fécond tandis que son contraire est stérile¹¹⁴.

¹¹³ Jean-Marc Piotte, « La vie et la mort », page Facebook, 10 juillet 2016, [En ligne], [<https://www.facebook.com/jeanmarc.piotte/posts/10154351837769394>] (14 septembre 2020).

¹¹⁴ *Ibid.*

Cette œuvre que la présente enquête aborde à travers les textes et les situations de Piotte dans les revues d'idées mériterait une analyse plus étendue. Sur ce chemin, notre article souhaite donner quelque impulsion à l'étude globale de sa pensée et de celle des courants de gauche, des années 1960 à nos jours.